Zeitschrift: Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier

Herausgeber: Association pour l'Étude de l'Histoire du Mouvement Ouvrier

Band: 15 (1999)

Artikel: L'histoire de la Suisse, l'antisémitisme et le mouvement ouvrier : il faudrait en parler davantage en Suisse romande

Autor: Heimberg, Charles

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-520377

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

L'HISTOIRE DE LA SUISSE, L'ANTISÉMITISME ET LE MOUVEMENT OUVRIER : IL FAUDRAIT EN PARLER DAVANTAGE EN SUISSE ROMANDE

Charles HEIMBERG

Si de nombreuses polémiques ont éclaté ces dernières années à propos de l'histoire de la Suisse au cours de la Seconde Guerre mondiale, il faut bien admettre que les milieux syndicaux et progressistes romands ont été bien discrets dans ces débats. Une structure comme le *Manifeste du 21 janvier 1997*, créée par des milieux de gauche à la suite des dérapages verbaux du conseiller fédéral Delamuraz, a par exemple eu davantage d'écho en Suisse alémanique. Il est d'ailleurs révélateur que l'une de ses actions en Suisse romande ait justement consisté à soutenir la traduction d'ouvrages alémaniques sur la question de l'antisémitisme.

Trois ouvrages parus récemment en français permettent de faire le point sur cette question et leur lecture devrait favoriser une réflexion sur l'attitude du mouvement ouvrier dans ce domaine.

La Suisse face aux fascismes et à la barbarie

Au moment de la crise relative aux fonds en déshérence et au recyclage de l'or nazi, il était de bon ton d'insister dans les médias sur le caractère brutal et inattendu du cataclysme qui secouait alors les élites helvétiques, comme si rien n'avait transpiré jusque-là. Tel n'était pourtant pas l'avis des historiens critiques qui savaient bien que ces questions avaient été soulevées depuis longtemps, mais sans que cela n'ait eu d'écho particulier. Pour s'en convaincre, maintenant que la pression médiatique s'est apaisée, il est révélateur de relire les quelques études de Daniel Bourgeois que les Editions Page Deux et *Le Courrier* ont eu la bonne idée de rééditer dans un passionnant volume intitulé *Business helvétique et Troisième Reich. Milieux d'affaires, politique étrangère, antisémitisme.*

Dans son introduction, l'auteur, qui est adjoint scientifique aux Archives fédérales suisses, souligne bien *« qu'il n'était pas nécessaire d'attendre le débat actuel pour avoir un regard critique et pour mettre en évidence la puissance des intérêts matériels qui entravent la liberté des hommes et conduisent les classes dirigeantes à préférer les pires aventuriers au partage plus juste de la richesse »* (p. 19). Avec raison, Bourgeois insiste sur l'empreinte profonde que la Grève générale de 1918, malgré son caractère modéré, a laissé dans les deux

camps. Cela explique que les milieux d'affaires aient adopté une attitude très antibolchévique qui les a menés à une grande compréhension à l'égard des fascismes, y compris en finançant des organisations extrémistes philofascistes. Pendant la guerre, cette tendance lourde s'est exprimée à travers le *Manifeste des 200* de novembre 1940, l'auteur montrant que ces citoyens réclamant une politique de conciliation envers l'Allemagne étaient proches du Vorort. Mais l'exemple le plus extrême de cette attitude est constitué par la fameuse mission sanitaire suisse auprès de la Wehrmacht en 1941, orchestrée par Hans Frölicher, le ministre de Suisse à Berlin, et par le colonel d'extrême-droite Eugen Bircher, avec le soutien financier de milieux industriels et bancaires qui voulaient sans doute contribuer à la lutte contre le bolchévisme. A ce propos, l'auteur souligne à juste titre qu'envoyer *« du personnel médical pour soigner les soldats d'un seul parti belligérant, sous le patronage de la Croix-Rouge suisse, dont l'idée maîtresse est sa vocation de soigner indifféremment les soldats blessés des deux camps, est bien l'expression même de la démission de l'esprit de neutralité et d'une éclatante partialité »* (p. 129).

L'ouvrage reproduit aussi un Mémorandum allemand sur les relations économiques entre la Suisse et l'Allemagne qui, en 1981 déjà, faisait écrire à Daniel Bourgeois que l'hypothèse d'un quelconque équilibre dans lesdites relations relevait clairement de la fiction. Par ailleurs, l'auteur fournit également de précieuses informations sur la censure qui était exercée à l'égard de la presse et donne quelques exemples édifiants, comme cette mesure d'avertissement à l'encontre de la *Tribune de Lausanne* pour avoir osé publier sur deux pages, le 26 mars 1944, un article favorable au gaullisme, ce *« mouvement politique étranger, dirigé non seulement contre l'Allemagne, mais encore contre le seul gouvernement français reconnu par la Suisse »* (p. 158).

La partie la plus importante de ce livre évoque la politique d'asile et l'antisémitisme. L'ignoble « J » tamponné sur les passeports des Juifs allemands y est bien sûr évoqué tout comme ces « certificats d'aryanité » que des firmes comme Nestlé ont accepté de fournir pour tous leurs administrateurs afin de préserver leur implantation en Italie ou dans la France occupée. Alors que les autorités suisses étaient probablement informées de la tragédie en cours dès 1942, elles n'ont guère modifié leur attitude : *« Face à la Shoah, la Suisse est donc à la fois complice active avec sa politique de refoulement et quand même samaritain. Mais l'antisémitisme déclaré ou oblique qui imprègne une importante partie de sa population et surtout de sa classe dirigeante [...] l'empêche d'être à la hauteur de la mission humanitaire très haute qu'elle aime à se donner »* (p. 215).

La lecture de ce recueil d'articles est très instructive. Elle donne accès à un grand nombre d'extraits de documents significatifs qui sont mis en perspective par des commentaires lucides et percutants. Un lexique et des annexes complètent encore un ouvrage qui devrait vraiment contribuer à la construction d'un regard critique sur cette phase sombre et peu glorieuse de l'histoire suisse.

L'histoire emblématique de Peter Surava

L'histoire des hommes étant vaste et complexe, son approche doit être continuellement reconstruite en fonction des questions nouvelles que l'on cherche successivement à poser au passé. Mais pour faire face à cette immensité de l'histoire, il peut être parfois utile d'évoquer des itinéraires singuliers parce qu'ils sont particulièrement porteurs de sens si on les replace dans leur contexte. Tel est par exemple le cas de l'incroyable histoire de Peter Hirsch-Surava, l'un des rares journalistes helvétiques à avoir vraiment fait honneur au camp démocratique au cours de la Seconde Guerre mondiale. La publication en français de son autobiographie, *Il disait s'appeler Surava*, permet enfin au public romand de connaître cette figure oubliée de l'antifascisme helvétique.

Les mésaventures de Peter Hirsch sont tout à fait étonnantes. Ayant pris la tête, pendant la dernière guerre, du journal antifasciste *Die Nation,* qui était lié entre autres à la mouvance de l'Union syndicale suisse, il lui avait été conseillé de changer son nom pour ne pas être pris pour juif, même s'il ne l'était pas. A cette époque, sa gestion dynamique, ses reportages sociaux d'une grande qualité et ses propos très lucides sur la guerre en cours firent augmenter considérablement l'audience du journal, mais lui valurent aussi pas mal d'ennuis. Parmi ses articles les plus retentissants, on peut évoquer une dénonciation du président du Comité international de la Croix-Rouge, Max Huber, pour ses liens avec l'Aluminium-Industrie SA de Neuhausen, liée elle-même au trust Montecatini qui avait expérimenté des gaz de combat en Ethiopie. Mais il faut surtout rappeler ses fameux reportages illustrés de 1944 (avec des photographies de Paul Senn dont certaines, très belles, sont reproduites dans l'ouvrage) ; ils ont eu pour thème la détresse des enfants, l'exploitation des ouvriers agricoles ou encore les fosses communes de la région lyonnaise ; et pour personnages le petit valet Otto Bichsel, horriblement maltraité par les époux Gfeller, ou le pauvre Chrigel, abusé sexuellement par un autre couple chez qui il avait été placé. *« Seul celui qui a rencontré lui-même la misère et l'effroi peut mesurer quels changements se produisent dans un homme qui a appris à ne pas détourner son regard, mais à voir en face ce que les hommes sont capables de se faire entre eux »*, écrivit encore l'auteur de nombreuses années plus tard (Hirsch, 1998, p. 67). Mais cette fermeté lui aura valu bien des ennuis.

Déjà, alors qu'il était rédacteur en chef, ses ennuis avec la censure furent réguliers, à l'image de ce qui arrivait à *La Sentinelle*, le journal socialiste chaux-de-fonnier qui exprimait lui aussi de courageuses opinions antifascistes (Perrenoud, 1987). Sa grande liberté de ton comme chroniqueur fit en particulier de Surava une cible privilégiée du conseiller fédéral von Steiger qui n'appréciait pas du tout ses appels à une politique plus généreuse à l'égard des réfugiés. Mais il nous faut surtout souligner combien l'acharnement des autorités helvétiques à son égard s'est prolongé dans le temps, au-delà de la période de la guerre. En 1946, von Steiger obtint par voie judiciaire qu'il lui soit interdit

de publier quoi que ce soit sous son nom d'emprunt, sur lequel était basée toute sa notoriété, en allant même jusqu'à faire intervenir les autorités communales de la grisonne Surava qui avait inspiré ce pseudonyme. Après une brève et conflictuelle participation à *Vorwärts*, le nouveau journal du Parti du travail, Hirsch s'était installé dans le Toggenburg où l'on tenta de lui créer d'autres ennuis après une tentative de suicide commune avec son épouse. Mais, paradoxalement, l'affaire la plus grave a concerné sa plus grande réussite, *Die Nation*. Victime d'une sorte de coup monté, il dut justifier toute sa gestion et fut largement sali par des accusations mensongères dont il ne parvint jamais à se défaire complètement; face à des faux témoignages, face à des preuves manipulées, il ne trouva pas la force de lutter jusqu'au bout contre un appareil judiciaire et un Etat qui lui en voulaient manifestement. Finalement, ces péripéties kafkaïennes le rendirent profondément dépressif et mirent fin à sa carrière de journaliste.

Il y a quelques années, un film d'Eric Schmid (*Er nannte sich Surava*, 1997 pour la version française) a retracé ces déboires en se basant sur le témoignage de l'intéressé, ainsi que sur son volumineux dossier de la police fédérale – l'un des plus épais qui soit, avec celui de l'écrivain Daniel de Roulet, ces deux itinéraires rocambolesques, mais qui illustrent fort bien les réalités du pouvoir helvétique, ayant donné lieu chacun à la publication d'un récit dont la lecture est édifiante (voir de Roulet, 1998). Pour Hirsch-Surava, la sortie de son autobiographie et de ce film ont finalement été l'occasion d'une réapparition dans l'espace public et d'une réhabilitation, y compris de la part des autorités actuelles de la commune de Surava. C'est alors que l'identité réelle de l'écrivain Ernst Steiger, un autre pseudonyme utilisé depuis lors, put être révélée.

Il faut lire cette autobiographie de Peter Hirsch-Surava parce que, même si elle ne constitue évidemment qu'un témoignage subjectif, elle participe de cet indispensable retour de mémoire qui nous permet enfin de connaître et d'apprécier des figures antifascistes qui ont longtemps été traînées dans la boue au temps de la Guerre froide. Ce Grüninger du journalisme (sur Paul Grüninger, voir Keller, 1994) a juste eu le temps, fort heureusement, de ne pas finir sa vie dans l'indifférence et la déchéance Quant à l'invraisemblable acharnement dont il a été l'objet, il nous montre bien ce qu'ont été les limites de la démocratie helvétique. D'ailleurs, pourra-t-on jamais expliquer cet acharnement ? A sa source, il y avait bien sûr le farouche anticommunisme de l'époque, tellement marqué qu'il ne permettait même plus à ses adeptes de distinguer un esprit indépendant et libre comme celui de Hirsch. Mais il y avait surtout cette manière audacieuse de rappeler quelques vérités à la classe dominante, comme dans cet article qui dénonçait une « soupe des mendiants » dans les sous-sols d'un hôpital : *« Je ne suis pas avide de pouvoir. Mais nos conseillers fédéraux devraient être contraints à prendre, durant une semaine, l'un après l'autre, leurs repas assis sur ces seilles à cochons dans cette cave, à manger leur soupe dans ces écuelles de métal. Et il n'y aurait rien d'autre non plus le matin et le soir. Tout comme pour ces vieux messieurs. Pourquoi le chef de presse du Département*

de l'économie de guerre n'organiserait-il pas, à l'occasion, un voyage vers la soupe des mendiants ? Mais sans banquet avant ni après, s'il vous plaît ! » Surava, qui allait bientôt payer le prix fort pour tant d'audace, allait apprendre qu'il n'avait vraiment pas choisi le ton adéquat pour s'adresser à la classe dirigeante de l'Helvétie…

Pour une vision d'ensemble élargie et critique de l'histoire suisse des années sombres, et des suivantes

Dans une récente synthèse sur la Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale, Hans Ulrich Jost a eu la bonne idée de proposer un récit qui est inscrit dans une périodisation élargie, entre 1938 et 1948. Poursuivant le travail critique qu'il avait déjà entamé dans son fameux chapitre sur l'entre-deux-guerres et le second conflit mondial de la *Nouvelle Histoire de la Suisse et des Suisses* (Jost, 1983), l'auteur nous propose une analyse développée à l'échelle de cette décennie et tente ainsi de relier les uns aux autres toute une série d'éléments qui sont souvent évoqués isolément.

Par sa structure, *Le salaire des neutres. Suisse, 1938-1948* se présente comme un ouvrage pédagogique, adressé au grand public et organisé sous la forme d'une leçon d'histoire. Une première partie décrit le cadre général de la société de l'entre-deux guerres et tente d'en expliciter le cadre mental et les valeurs dominantes. Celles-ci, dans le contexte helvétique de la culture de « Défense spirituelle », restaient très marquées par l'autoritarisme et la lutte contre le communisme même si une *« prise de conscience collective de la nécessité d'une certaine solidarité sociale »* était aussi en marche, la décennie dont il est question ayant notamment débouché sur l'introduction de l'AVS. Dans une deuxième partie, la plus longue, qui s'attache à décrire les faits, Jost nous propose une chronique originale qui met en relief quelques événements importants et permet de percevoir l'expression des valeurs de l'époque au sein de la société helvétique et dans le contexte dramatique du conflit mondial. Enfin, une troisième partie, plus courte mais essentielle, aborde la question fondamentale de l'usage politique de l'histoire au lendemain de la guerre et propose une grille de lecture pour y réfléchir.

Le choix de remonter à 1938 permet à l'auteur d'intégrer avec pertinence dans son récit la reconnaissance précipitée du régime franquiste par la Suisse et la mise en place de sa politique antijuive (visa, tampon « J », volonté du chef de police Heinrich Rothmund de lutter contre la « surpopulation étrangère » et l'« enjuivement », etc.). Jost insiste par ailleurs sur des éléments culturels et montre comment la classe dirigeante est entrée dans la guerre avec un *« pessimisme hautain »* par lequel elle a cherché à affirmer une politique plus droitière. Sa chronique décrit assez largement les débats contradictoires qui traversaient la classe dirigeante de l'époque quant à l'attitude que devaient adopter l'économie et la société suisses. Mais elle s'applique surtout à rendre compte des options économiques

de la Suisse et de sa collaboration avec l'Allemagne nazie sur le double plan du commerce et des finances. *« Le souci principal de la Suisse officielle n'était pas la tragédie humaine et morale engendrée par le conflit et ses conséquences, mais bien la conservation optimale d'une économie hautement développée et fondée sur la propriété privée »* (p. 46). Dans ce cadre, les nazis entretenaient avec la Suisse des rapports qui dépendaient de l'économie de marché classique tout en respectant certaines contraintes politiques. Mais la perspective proposée par Jost ne se contente pas de décrire ces rapports de collaboration économique avec le voisin allemand, elle inclut également le tournant d'après-guerre et la manière dont l'économie suisse, notamment à travers l'accord de Washington du 25 mai 1946, puis l'adhésion au plan Marshall, a su s'intégrer pleinement dans le nouveau marché international dominé par les Etats-Unis.

La manière dont la Suisse a construit sa propre mémoire de la guerre, dès la fin du conflit et jusqu'à aujourd'hui, et celle dont les historiens ont parlé de cette période depuis lors appartiennent pleinement à l'histoire (Van Dongen, 1997). Cette problématique des relectures successives de l'attitude de la Suisse au cours de la décennie 1938-1948 dépend à la fois des réalités de cette attitude et des stratégies politiques adoptées après-guerre. Pour en prendre la mesure, Jost propose une grille de lecture constituée de quatre domaines : en premier lieu, l'armée, le peuple et son Général autour de qui la communauté nationale aurait fait face à un danger extérieur ; ensuite, le Conseil fédéral, le régime politique et la manière dont la Suisse a résisté ou s'est adaptée à ses voisins ; troisièmement, le commerce extérieur et l'économie de guerre, thème qui a été largement occulté après-guerre alors qu'il est sans doute le plus essentiel et le plus significatif ; enfin, les femmes, la vie quotidienne et la culture, c'est-à-dire le domaine social qui a été lui aussi largement laissé de côté au profit de discours virils marqués par la « Défense spirituelle ».

Evoquer la Suisse et la Seconde Guerre mondiale dans un tel ouvrage, c'est aussi prendre position et se situer face à un certain nombre de débats en cours. L'auteur conteste notamment la manière dont on a utilisé abusivement le concept de neutralité pour justifier l'attitude des autorités helvétiques. Il affirme ne pas croire à la réalité d'un plan d'invasion de la Suisse en 1940, mais se montre prudent quant à savoir si la Suisse a pu réellement contribuer à prolonger la guerre par ses activités économiques, et spécialement le recyclage de l'or. Enfin, il se prononce clairement sur la question essentielle de la politique suisse à l'égard des réfugiés en rappelant avec pertinence qu'il est *« impossible que le conseiller fédéral von Steiger, sur qui reposait en définitive la responsabilité de la politique de refoulement, n'ait pas eu connaissance de ce qui se passait en Allemagne »* (pp. 201-202).

Malgré un titre français discutable, l'ouvrage d'Hans Ulrich Jost est un remarquable outil, élaboré avec le souci de s'adresser à un large public. Il devrait contribuer à la connaissance critique de cette sombre période et aux réflexions à venir. La grille de lecture qu'il propose a l'avantage de favoriser une com-

préhension globale et problématisée de cette époque, et non pas seulement des jugements bâtis sur des faits isolés. En outre, le quatrième domaine de cette grille, le domaine social, devrait aussi permettre aux historiens d'affronter la réalité des témoignages et d'étudier la question de la mémoire à partir de l'histoire orale et non pas seulement à partir de sources écrites, de discours officiels ou de documents émanant de la classe dirigeante.

L'antisémitisme et le mouvement ouvrier

Les livres de Daniel Bourgeois et d'Hans Ulrich Jost décrivent largement les manifestations de l'antisémitisme en Suisse au cours de ces années sombres. Ils soulignent aussi combien la politique helvétique à l'égard des réfugiés, juifs en particulier, peut être considérée comme honteuse eu égard à la gravité de la tragédie qui se déroulait en Europe. Quant à Peter Hirsch-Surava, il raconte que lorsqu'il a pris la tête du journal *Die Nation*, c'est Max Weber, le futur deuxième conseiller fédéral socialiste, qui s'opposa le premier à ce qu'il signe ses articles de son nom pour ne pas donner aux frontistes et nazis une occasion de jouer la carte de l'antisémitisme (Hirsch, 1998, p. 34). Le symbole est évidemment assez fort: celui qui allait incarner l'intégration modérée du socialisme dans les rouages institutionnels de la Suisse exprime ici ce qu'il y avait alors dans l'air du temps, c'est-à-dire la propagation d'un poison qui toucha même les plus démocrates, et qui toucha sans doute aussi le mouvement ouvrier.

Dans son histoire, quels rapports le mouvement ouvrier a-t-il entretenu avec l'antisémitisme ? Cette question, comme celle du nationalisme, a-t-elle jamais été réglée en son sein ? Certes, c'est de la droite que sont nées les manifestations les plus flagrantes de l'intolérance et c'est bien la gauche qui a été dreyfusarde. Mais n'y a-t-il pas toujours eu une distance entre la théorie et la pratique ? Entre l'internationalisme affirmé et une certaine tendance à la préférence nationale ? Entre un ferme rejet public de l'antisémitisme et la persistance possible de préjugés antisémites ?

En Suisse romande, à la fin du siècle passé, un antisémitisme ouvrier s'était très clairement exprimé. *« Mercure, le Dieu des voleurs, n'est qu'un petit garçon en comparaison des Juifs, et pour éviter un dépouillement complet de notre ressource, l'horlogerie, ils devront se procurer de nouveaux cieux et une nouvelle terre »*, écrivait un certain Alceste, de Delémont, dans *La Voix du Peuple* des 30 octobre et 6 novembre 1886 (cité in Heimberg, 1996, p. 249). Un vétéran du mouvement ouvrier, Pierre Coullery, expliquait aussi quelques années plus tard *« que les Juifs ne sont pas détestés à cause de leur religion, mais à cause de leurs procédés commerciaux »* (*La Sentinelle* du 28 novembre 1893, cité in Perrenoud, 1989, p. 30). Il s'agissait donc là, probablement, d'un antisémitisme politique, dirigé contre des patrons horlogers arrivés d'Alsace.

L'une des caractéristiques du préjugé antisémite consiste à fustiger un obscur monde de l'argent. Mais cette représentation fait l'impasse sur l'existence

d'un monde ouvrier juif. *« Le peuple juif est divisé en deux classes dont l'hostilité est si grande que même la sainteté du Temple ne peut l'arrêter »*, affirmait par exemple un tract du groupe social-démocrate de Vilna à la fin du siècle passé (Minczeles, 1999, p. 42). Cette formule devrait évidemment être rappelée à tous ceux qui, dans le monde ouvrier, assimilent trop facilement et trop systématiquement le monde juif à celui de la finance et du capital. Quant à l'histoire du Bund et des socialistes juifs de l'Est européen, il faudrait vraiment qu'elle soit mieux connue et qu'elle trouve ainsi pleinement sa place dans la mémoire du mouvement ouvrier.

Rappelons-nous aussi que *« la Suisse fut le dernier Etat de l'Europe occidentale et centrale à émanciper sa minorité juive, dont elle restreignit à nouveau les droits fondamentaux en 1893 »* (Mattioli, 1998, p. 221); en effet, on peut souligner que l'une des premières «conquêtes» de la démocratie directe fut l'interdiction de l'abatttage rituel et que la Suisse moderne manifesta une grande réticence dans le domaine de l'intégration des Juifs.

Aujourd'hui, après la période des années trente et quarante qui a vu se développer un très important antisémitisme, mais aussi après Auschwitz, cette question ne devrait plus pouvoir se poser dans les mêmes termes. Malheureusement, ladite question n'est pas réglée, et les récentes controverses sur les fonds en déshérence et l'attitude de la Suisse au cours de la Seconde Guerre mondiale ont réveillé un certain antisémitisme qui s'est notamment exprimé dans les lettres de lecteurs des grands journaux. *« Les revendications formulées entre autres par le sénateur D'Amato portant sur la question de la réparation financière des victimes du nazisme ont été ressenties par de larges milieux en Suisse comme une menace. Dans ce contexte, le fait d'assimiler des créanciers juifs à des « maîtres chanteurs » ouvrit la porte à des clichés antisémites ancestraux tels le « complot mondial », l'usure ou encore la « cupidité des Juifs » [...] Comme dans le passé, l'antisémitisme a pu ainsi servir d'exutoire à une situation de crise aux dépens de la minorité juive »* (Commission fédérale contre le racisme, 1998, p. 11).

Un tel phénomène touche-t-il potentiellement tous les milieux de la société? Même si on peut l'espérer marginal, il n'y a aucune raison de croire qu'il épargne complètement le monde ouvrier et les milieux de gauche. Le rapport de la Commission fédérale contre le racisme évoque pour sa part un antisémitisme de l'extrême-gauche qui partirait d'une violente critique de l'Etat d'Israel. Cela ne doit évidemment pas nous mener à l'assimilation de toute critique de l'Etat d'Israel à de l'antisémitisme, bien au contraire. Mais il nous faut tout de même avoir bien conscience du fait que cette question de l'antisémitisme n'est pas close et que le préjugé antisémite constitue un risque permanent qui nécessite des mesures éducatives et législatives.

Tout d'abord, la législation antiraciste devrait être appliquée rigoureusement. Il est donc très regrettable que dans une affaire récente, celle du conseiller national Rudolf Keller qui avait appelé à un boycott des commerces américains

et juifs, une personnalité de premier plan du monde politique et syndical comme Christiane Brunner ait cru bon de ne pas soutenir la levée de son immunité parlementaire. En effet, ce geste montre que la question de l'antisémitisme est encore trop négligée et que l'on n'a pas suffisamment conscience de son importance au sein de la gauche institutionnelle.

La Commission fédérale préconise l'introduction dans les entreprises de codes d'éthique anti-discriminatoires et la promulgation d'un climat de travail tolérant. Mais, à plus long terme, tout cela exige des mesures de prévention, c'est-à-dire une politique d'éducation et de formation contre le racisme et l'antisémitisme. Dans ce domaine, il apparaît que le mouvement ouvrier, syndical, politique et associatif, devrait se donner les moyens d'une véritable politique de sensibilisation portant à la fois sur l'antisémitisme, le racisme et les manifestations d'intolérance à l'égard des réfugiés. Or une telle politique devrait se baser sur un développement des connaissances historiques en suscitant un large débat critique à propos de tous ces sujets. C'est la raison pour laquelle il vaut la peine de lire et faire lire les livres de Daniel Bourgeois, Peter Hirsch et Hans Ulrich Jost.

Ouvrages dont il a été principalement question

- Daniel Bourgeois, *Business helvétique et Troisième Reich. Milieux d'affaires, politique étrangère, antisémitisme, Lausanne*, Page Deux et Quotidien *Le Courrier*, 1998, 269 pages (choix d'articles publiés entre 1974 et 1998);
- Peter Hirsch, *Il disait s'appeler Peter Surava*, Genève, Metropolis, 1998, 194 pages (traduit de l'allemand; titre original: *Er nannte sich Peter Surava*, 1995);
- Hans Ulrich Jost, *Le salaire des neutres. Suisse, 1938-1948*, Paris, Denoël, 1999, 419 pages (traduit de l'allemand; titre original: *Politik und Wirtschaft im Krieg*, 1998).

Autres textes cités

- Commission fédérale contre le racisme, *L'antisémitisme en Suisse. Rapport sur les manifestations historiques et actuelles avec recommandations d'actions*, Berne, 1998 (principaux rédacteurs: Georg Kreis – pour la partie historique, Boël Sambuc et Doris Angst Yilmaz);
- Charles Heimberg, *«L'oeuvre des travailleurs eux-mêmes»? Valeurs et espoirs dans le mouvement ouvrier genevois au tournant du siècle (1885-1914)*, Genève, Slatkine, 1996;
- Hans Ulrich Jost, «Menace et repliements, 1914-1945», in *Nouvelle Histoire de la Suisse et des Suisses*, tome III, Lausanne, Payot, 1983, pp. 91-178 (2e édition en un volume, Lausanne, Payot, 1986, pp. 683-770);
- Stefan Keller, *Délit d'humanité. L'affaire Grüninger*, Lausanne, Editions d'en bas, 1994;
- Aram Mattioli, «L'émancipation juive (1798-1874): un chemin semé d'embûches», in *Swiss Made. La Suisse en dialogue avec le monde*, Genève, Zoé, 1998, pp. 209-222;
- Henri Minczeles, *Histoire générale du Bund, un mouvement révolutionnaire juif*, Paris, Denoël, 1999 (deuxième édition revue et corrigée; la première édition remontait à 1995);

- Marc Perrenoud, «*La Sentinelle* sous surveillance: un quotidien socialiste et le contrôle de la presse (1939-1945)», *Revue suisse d'histoire*, 1987, n° 2, pp. 137-168;
- Marc Perrenoud, «Un rabbin dans la cité, Jules Wolff. L'antisémitisme et l'intégration des Juifs à La Chaux-de-Fonds (1888-1928)», *Musée Neuchâtelois*, 1989, n° 1, pp. 13-51;
- Daniel de Roulet, *Double. Un rapport*, Saint-Imier (CH) et Frasnes (F), Canevas Editeur, 1998;
- Luc Van Dongen, *La Suisse face à la Seconde Guerre mondiale, 1945-1948. Emergence et construction d'une mémoire publique*, Genève, Société d'Histoire et d'Archéologie de Genève, 1997.